

... tactique du village brûlé, qui consiste à encercler un lieu, le ratisser, rassembler les populations pour les passer par les armes, ou les brûler vives dans des bâtiments. Ces méthodes prennent de l'ampleur au cours de l'année 1943, d'abord en Biélorussie, en Ukraine et en Russie centrale, mais également en Pologne, en Grèce, en

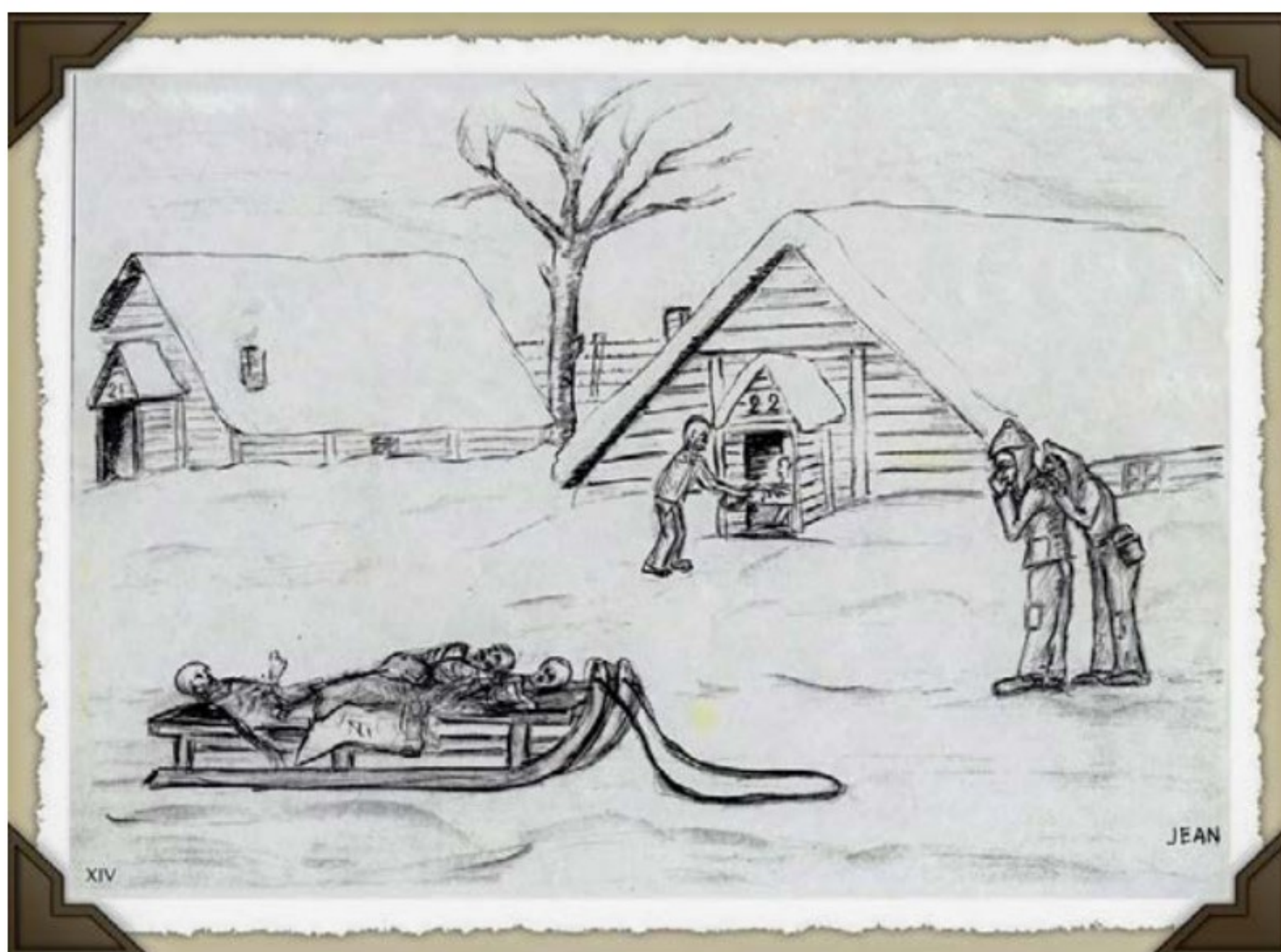
Yougoslavie, en Italie: environ 9 000 localités auraient ainsi été détruites. En l'absence de travaux empiriques, il est toutefois difficile d'évaluer la place exacte des incorporés de force dans les crimes de guerre de l'armée allemande.

Certains cas, emblématiques, sont connus parce qu'ils ont été médiatisés après la guerre. Les Alsaciens-Mosel-

lans de la 2^e division SS «Das Reich» participent aux grandes opérations de «représailles» dans le Massif central, notamment en Corrèze et dans le Limousin. À Tulle, les SS pendent 99 civils aux réverbères et aux balcons le 9 juin 1944, en réponse à l'attaque de la ville par un groupe de FTP. Le lendemain, le village d'Oradour-sur-Glane est incendié et ses habitants tués lors du plus grand massacre commis par les Allemands en France. À chaque fois, des incorporés de force étaient présents dans les unités impliquées. À la marge, et en fonction de leurs possibilités, certains ont eu l'occasion de sauver des vies discrètement, suggérant toute la complexité de ce phénomène. Plusieurs incorporés de force ont aussi servi au sein de la 16^e division SS «Reichsführer», connue pour avoir massacré, en Italie, des localités entières, soit près de 2 000 civils, femmes et enfants compris, notamment à Marzabotto, à Sant'Anna di Stazzema et à Vinca.

Une responsabilité collective

Mais derrière ces exemples saillants, c'est toute une constellation de crimes qui ont été commis à travers l'Europe, également par des unités de la Wehrmacht, essentiellement formées de conscrits. Qu'ils soient Alsaciens, Mosellans, Luxembourgeois, Polonais ou Allemands n'avait guère d'importance. De jeunes recrues venues de tout le Reich participèrent, de près ou de loin, à de telles atrocités, commandées par des cadres, eux-mêmes acculturés à un degré de violence inouï, et pris dans des dynamiques collectives. Les soldats impliqués n'étaient pas des sadiques assoiffés de sang: ils reproduisaient des processus encadrés, contrôlés et rationalisés, un «savoir-faire» qui s'est construit au sein de l'armée allemande durant le conflit, surtout à l'Est. Toujours est-il que les incorporés de force ont partagé la responsabilité collective de l'armée allemande après la guerre, au moins pour une partie de l'opinion. Pour les concernés, le poids écrasant du passé fut décuplé. Comment admettre le souvenir de cette guerre vécue sous l'uniforme ennemi, symbole de la barbarie du siècle, à laquelle ils avaient contribué, malgré eux? ■



Prison blanche Le camp du NKVD N° 188 s'avère être un mouoir pour les prisonniers. La baraque 22 servant de morgue, dessinée par un prisonnier.

L'enfer du camp de Tambov

Ils sont plus de 25 000 incorporés de force à avoir connu la captivité soviétique. L'URSS n'ayant pas signé la convention de Genève de 1929, la guerre à l'Est s'inscrira pour eux dans une zone de non-droit, dans un contexte de guerre totale entre les deux grandes dictatures du XX^e siècle. Après les longues marches meurtrières vers l'arrière des lignes russes, sans nourriture ni soins, perdus dans la masse, les 22 000 rescapés vont être détenus dans un ou plusieurs camps d'affectation. Ces établissements permanents d'internement relèvent non pas de l'Armée rouge, mais de l'autorité du NKVD, l'ancêtre du KGB. Les Français vont être, en grande partie, rassemblés au sein du «camp du NKVD N° 188 de la station de Rada, oblast de Tambov», appelé le «camp de Tambov», sans aucun régime de faveur par rapport aux autres prisonniers. Ils connaîtront la sous-alimentation, les pénibles corvées au sein du camp ou le travail forcé dans les commandos de travail extérieurs, dans un environnement sanitaire désastreux, sans oublier le terrible hiver russe, coupés du monde, sans informations quant à leur sort ou à celui de leurs proches. Les rapatriements, à l'exception d'un seul groupe de 1 500 libérés en 1944, se firent tardivement, d'août à octobre 1945 pour les 11 500 survivants de Tambov. Ils s'échelonnèrent jusqu'en 1955 pour 3 000 Français encore retenus dans les autres camps. Plusieurs milliers d'incorporés de force sont décédés dans les camps soviétiques, dont plus de 2 000 pour le seul camp de Tambov. ■ ALPHONSE TROESTLER